

## Commission des questions d'actualité

CG/ACT(26)4REV

2 juin 2014

### Conférence

## **Aller au-delà de la simple consultation : comment les pouvoirs locaux et régionaux peuvent-ils promouvoir une participation des jeunes qui ait un véritable impact sur la société ?**

**Promouvoir la citoyenneté active et l'engagement des jeunes par les institutions représentatives et par d'autres moyens**

**12 juin 2014, salle 5, Palais de l'Europe, Strasbourg (France)**

### Historique

Le rapport du Congrès de 2012 intitulé « Jeunesse et démocratie : l'évolution de l'engagement politique des jeunes », ainsi que d'autres études récentes, montrent que, contrairement à une opinion répandue, les jeunes ne se sont pas désengagés des pratiques démocratiques et civiques. Ils restent fortement attachés aux valeurs de la démocratie mais ils participent aujourd'hui à d'autres formes d'activités démocratiques qui correspondent à leur vision de la démocratie et de la citoyenneté, dans une société où ils se sentent exclus des processus politiques. Les manifestations et les émeutes que de nombreux pays européens ont connues récemment pourraient être vues comme la réponse de la jeunesse à un système politique qui ne leur permet pas d'exercer leur part du pouvoir, ni une véritable citoyenneté. Ne se sentant pas suffisamment écoutés par les responsables politiques, les jeunes ont trouvé d'autres manières de faire entendre leur voix.

La participation active des citoyens aux structures démocratiques et aux institutions représentatives est fondamentale pour garantir la légitimité, la crédibilité et le fonctionnement des systèmes démocratiques. Une démocratie transparente et efficace remédie à la défiance des citoyens. « La qualité de la démocratie passe également par la confiance des citoyens dans leurs institutions et par leur participation au processus démocratique. Les collectivités locales, le niveau le plus proche des citoyens, sont les mieux placées pour engager une action positive et favoriser la démocratie participative ». <sup>1</sup> Le Congrès est convaincu qu'une participation publique accrue et directe à la gouvernance locale et régionale peut donner aux citoyens un sentiment de responsabilisation et une plus grande confiance dans le processus démocratique <sup>2</sup>.

Comme le Congrès est depuis longtemps convaincu que les jeunes doivent être parties prenantes de la démocratie locale et régionale <sup>3</sup>, il est tout naturel qu'il s'inquiète du fait que l'offre politique actuelle ne répond pas aux préoccupations des jeunes. Il a donc décidé que le temps était venu de reconsidérer la participation des jeunes et de voir de quelle manière ils participent aujourd'hui, quels outils et méthodes ils utilisent à cette fin, ainsi que d'étudier comment les autorités locales et régionales pourraient exploiter ces outils pour développer une culture de la participation des jeunes qui favoriserait non seulement l'expression de leurs opinions, mais aussi leur participation pleine et entière à l'élaboration des politiques et à la prise de décisions, afin d'apporter un véritable impact sur la société. Le Congrès considère qu'il est également important de se demander comment intégrer les jeunes qui sont systématiquement exclus, par exemple parce qu'ils ne jouissent pas d'un plein accès à leurs droits sociaux et civiques.

<sup>1</sup> Résolution 341 (2012), « Les priorités du Congrès pour 2013-2016 ».

<sup>2</sup> Résolution 326 (2011) sur la participation des citoyens aux niveaux local et régional.

<sup>3</sup> Voir la Charte européenne révisée de la participation des jeunes à la vie locale et régionale.

La teneur et les conclusions de cette conférence éclaireront le nouveau rapport sur la participation des jeunes que prépare en ce moment la Commission des questions d'actualité du Congrès, en coopération avec le Service Jeunesse et le Conseil consultatif pour la jeunesse du Conseil de l'Europe, le Partenariat UE/CdE pour la jeunesse et le Fonds européen pour la jeunesse.

### **Buts et objectifs**

Compte tenu de ce qui précède, cette conférence vise à étudier la réalité actuelle de la participation et de la citoyenneté démocratique des jeunes et à examiner comment les pouvoirs locaux et régionaux peuvent s'engager avec l'ensemble des jeunes, dans toute leur diversité, pour mettre en place une culture de la participation des jeunes, qui leur permette non seulement d'exprimer leur point de vue, mais également de participer pleinement à l'élaboration des politiques et à la prise des décisions, pour qu'ils aient un véritable impact sur la société.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- apprendre en quoi la participation démocratique des jeunes est déterminante pour l'élaboration des politiques ;
- comparer la manière dont les élus locaux et régionaux et les jeunes comprennent et interprètent la notion de participation des jeunes et les possibilités d'améliorer l'interaction de ces deux groupes ;
- présenter les différents modèles de participation des jeunes suivis à l'heure actuelle ainsi que les modèles réussis de participation des jeunes en coopération avec les collectivités locales et régionales ;
- examiner comment garantir l'intégration dans le processus décisionnel de l'ensemble des jeunes, y compris de ceux qui sont économiquement et socialement exclus ;
- réunir des informations en vue de l'élaboration du rapport du Congrès sur la participation des jeunes.

### **Participants**

Les participants seront des élus locaux et régionaux, des représentants d'organisations et de réseaux de jeunesse, des chercheurs et diverses autres parties intéressées.

### **Langues de travail**

Une interprétation simultanée sera assurée en allemand, anglais, français, italien et russe.

### **Lieu**

Salle 5, Palais de l'Europe, Strasbourg (France).

NB une inscription au préalable est essentielle afin d'avoir accès au bâtiment.

Pour toute information complémentaire sur la conférence, veuillez contacter :

Joanne HUNTING  
Co-Secrétaire de la  
Commission des questions d'actualité  
Congrès des pouvoirs locaux et régionaux  
du Conseil de l'Europe  
F – 67075 STRASBOURG cedex  
Courriel : joanne.hunting@coe.int

## Conférence

### **Aller au-delà de la simple consultation : comment les pouvoirs locaux et régionaux peuvent-ils promouvoir une participation des jeunes qui ait un véritable impact sur la société ?**

**Promouvoir la citoyenneté active et l'engagement des jeunes par les institutions représentatives et par d'autres moyens**

organisée par  
la Commission des questions d'actualité du Congrès

12 juin 2014, salle 5, Palais de l'Europe, Strasbourg (France)

#### Projet de programme

08.30 - 09.00 Inscription

*Modérateur : Andrew BOFF, Royaume-Uni (R, CRE)*

09.00 - 09.10

#### Séance d'ouverture

*Farid MUKHAMETSHIN, Président de la Commission des questions d'actualité*

09.10 - 09.30

Exposé introductif : Quel sens les jeunes donnent-ils au terme « participation des jeunes » et pourquoi celle-ci est-elle si importante?

*Liam PRESTON, Conseil consultatif pour la jeunesse, Conseil de l'Europe*

La participation des jeunes à la prise de décision aux niveaux local et régional est essentielle pour développer chez ceux-ci le sentiment d'être partie prenante et responsables de la vie locale, mais aussi leur capacité à exercer une citoyenneté démocratique et, plus important encore, pour leur donner les moyens de prendre en charge activement leurs vies et leurs collectivités. La réalité à travers l'Europe montre qu'augmenter le niveau de la participation des jeunes aux processus décisionnels, et même tout simplement au vote, constitue un véritable défi.

La perception parfois purement symbolique de la part des collectivités locales et régionales de la participation des jeunes est un obstacle essentiel à surmonter si l'on veut changer radicalement leur mode de participation à la démocratie. En mettant les jeunes à contribution dans les processus politiques, on renforce leur lien avec leurs collectivités locales. Il faut y voir un investissement grâce auquel les jeunes maintiendront leur engagement dans les processus politiques à long terme.

Le Conseil consultatif pour la jeunesse fait partie du système de cogestion du Conseil de l'Europe, qui permet à des représentants d'ONG de jeunesse de siéger aux côtés de fonctionnaires gouvernementaux pour, ensemble, définir les priorités du secteur de la jeunesse et élaborer des recommandations concernant les futurs budgets et programmes.

09.30 – 09.50

**Exposé introductif : Quel sens les pouvoirs locaux et régionaux donnent-ils au terme « participation des jeunes » ? Est-elle importante ?**

*Natalia PILIUS, Fédération de Russie (L, GILD), Rapporteuse du Congrès sur la participation des jeunes*

La Charte européenne révisée sur la participation des jeunes à la vie locale et régionale du Congrès détaille trois aspects de la participation des jeunes : les politiques sectorielles – les politiques mettent en place les conditions et les infrastructures propices à la participation des jeunes dans leurs communautés ; les instruments de participation des jeunes – par exemple, la formation, l'information et le soutien aux projets de jeunes ; et la participation institutionnelle – les structures nécessaires pour relayer les points de vue des jeunes.

Des milliers de parlements et de conseils locaux et régionaux de jeunes ont été créés sur tout le continent européen par les collectivités locales et régionales, afin que les jeunes puissent avoir voix au chapitre dans l'élaboration des politiques et la prise de décision. De nombreuses politiques ont été conçues pour soutenir les organisations de jeunesse, mettre en place des services d'information pour les jeunes et leur apporter diverses autres formes d'appui.

La Rapporteuse du Congrès sur la participation des jeunes présentera sa propre expérience et sa conception de la participation des jeunes et de ses modalités de mise en œuvre aux niveaux local et régional.

09.50 - 10.20

#### **Discussion**

Les participants sont invités à partager leurs idées au sujet des deux exposés introductifs.

10.20 - 10.45

*Pause-café*

10.45 - 12.30

**Table ronde : Les deux interprétations sont-elles inconciliables ? La participation des jeunes selon l'interprétation retenue par les jeunes et par les responsables politiques**

- *Mairi EVANS, Présidente de la Commission des jeunes élus locaux et régionaux du Conseil des Communes et Régions d'Europe et Conseillère d'Angus (Ecosse, Royaume-Uni) ;*
- *Thomas LEYS, membre du Conseil de Direction de l'Agence locale pour le travail des jeunes à la municipalité de Leuven et ancien Président de la Fédération internationale des jeunes libéraux (ILFRY) ;*
- *Lilla MERABET, Conseillère régionale, Région Alsace, Rapporteuse sur la participation des jeunes de l'Assemblée des régions d'Europe ;*
- *Igor MUŠIĆ, Conseiller municipal, Conseil municipal de Vracar (Belgrade) ;*
- *Emma Victoria MUSTALA, Allianssi – Finnish Youth Cooperation ;*
- *Lloyd RUSSELL-MOYLE, vice-Président, Forum Jeunesse.*

**Modérateur : Dmitri MARCHENKOV, Secrétaire de la Commission des questions d'actualité du Congrès**

Les collectivités locales et régionales prennent tous les jours des décisions à plus ou moins grande échelle qui influent sur la vie des jeunes dans leur communauté. Dans quelle mesure impliquent-elles les jeunes dans l'élaboration des politiques et la prise de décision ? Comment les décideurs envisagent-ils le fait d'inviter les jeunes à devenir des partenaires de ces processus ? Combien

de collectivités locales et régionales s'acquittent-elles « vraiment » de leur mission de participation des jeunes ? Toutes les collectivités locales et régionales partagent-elles la vision dominante des adultes selon laquelle les jeunes constituent un problème à résoudre ? Ou considèrent-elles les jeunes comme une ressource et, plus important encore, comme des partenaires précieux dans le modelage de la société et l'apport de changements positifs à la collectivité ? Et que font-elles pour faire en sorte que la participation des jeunes soit authentique et pas purement symbolique ?

Tous les jeunes sont-ils désengagés de la société ? Pourquoi les jeunes ne votent-ils plus ? Les jeunes s'intéressent-ils vraiment au fait de jouer un rôle dans la prise de décision ? Aujourd'hui, les jeunes doivent faire face au chômage, à l'exclusion économique et sociale et à des transitions complexes vers la vie adulte. Ils ont peu de raisons d'espérer. Certains affirmeraient même qu'il n'est guère surprenant qu'ils aient perdu la foi dans les politiques traditionnelles et qu'ils s'abstiennent de voter. Pourquoi leur donner la possibilité de participer alors que, ce qui les préoccupe au premier chef, c'est de trouver du travail ? Pour autant, les recherches montrent que les jeunes s'engagent dans des formes d'activités démocratiques alternatives, adaptées à leur propre perception de la démocratie et de la citoyenneté, dans une société dont ils ont le sentiment qu'elle les exclut de ses processus politiques.

L'objectif de cette table ronde est de réunir des représentants de jeunes, des élus locaux et régionaux ainsi que d'autres partenaires, afin qu'ils échangent leurs opinions sur la participation des jeunes et la façon dont ils pourraient coopérer pour leur conférer un rôle actif dans l'élaboration des politiques.

12.30 - 14.00

*Déjeuner*

14.00 - 14.45

**Exposé introductif : Comment les pouvoirs locaux et régionaux peuvent-ils garantir la participation de l'ensemble des jeunes, dans toute leur diversité, aux processus décisionnels ?**

*Biljana VASILEVSKA TRAJKOSKA, Youth Social Rights Network*

**Assurer la pleine participation dans la société des jeunes en situation de handicap**

*Donata VIVANTI, vice-présidente du Forum européen des personnes handicapées (EDF)*

**Les obstacles à la participation à la vie publique et politique pour les jeunes personnes LGBT**

*Juul van HOOFF, MOVISIE, Centre pour le développement social des Pays-Bas, Gestionnaire de projet politiques locales LGBT, Coordinatrice Réseau des villes « Arc-en-ciel »*

Le passage des jeunes vers la vie adulte n'est pas toujours un processus linéaire, qui s'opère en douceur : sur leur chemin, quelques-uns se voient offrir de nouvelles opportunités, tandis que d'autres découvrent la vulnérabilité et l'exclusion. Certains jeunes sont tenus à l'écart des processus de prise de décision et d'élaboration des politiques parce qu'ils sont exclus de la société, comme les jeunes issus de groupes marginalisés ou vulnérables ; c'est le cas des jeunes qui vivent en marge de la société, des jeunes en situation de handicap, des personnes LGBT, des jeunes migrants, des Roms ou encore des jeunes femmes. L'active participation des jeunes, en tant qu'acteurs et pas en tant que simples objets de la politique de jeunesse, est essentielle si l'on veut que ces politiques atteignent leur objectif. Toutefois, alors que les jeunes motivés et organisés sont prêts à participer à l'élaboration des politiques, il est plus difficile de mettre à contribution ceux qui sont exclus de la société. Convaincre ces jeunes de la capacité des politiques à améliorer leur situation

requiert davantage de temps, d'effort et d'imagination. Sans effort, les jeunes marginalisés et exclus ne seront pas entendus. L'exclusion sous toutes ses formes est contraire à tous les principes de citoyenneté et constitue une menace directe pour le système démocratique. Aussi, comment les collectivités locales et régionales peuvent-elles garantir la pleine participation de l'ensemble des jeunes aux mécanismes d'élaboration des politiques et de prise de décision ? Et comment les organisations de jeunesse peuvent-elles les aider dans cette tâche ? Comment peuvent-elles communiquer, échanger et créer des opportunités de dialogue avec tous les jeunes ? Quelles sont les conditions requises pour permettre à tous les jeunes de participer ? Comment peuvent-elles contribuer au développement chez les jeunes d'un sentiment d'appartenance et de responsabilité envers les politiques et l'avenir ? Que devraient faire les collectivités locales et régionales pour garantir que tous les jeunes, dans toute leur diversité, jouissent d'un accès égal à la prise de décision et à l'élaboration des politiques ?

## Discussion

14.45 – 15.45

### La participation des jeunes : quelques bonnes pratiques

#### **Trajectory – Le travail des jeunes pour promouvoir la citoyenneté et la participation démocratique dans les contextes de transition politique (Estonie)**

*Ljubov LISSINA, coordinatrice du projet*

Le projet " Le travail des jeunes pour promouvoir la citoyenneté et la participation démocratique dans les contextes de transition politique " a pour but de regrouper 24 *participants* jeunes déjà actifs dans la vie politique et/ou civique pour des sessions de formation pour réaliser des projets locaux concrets. Organisé par étapes, le projet s'inscrit dans un temps long (un an) avec une phase de préparation, une phase de développement de projets et une phase de suivi. Deux formations, une en Egypte et une en Estonie, viennent approfondir la réflexion des participants et leurs compétences s'agissant de la promotion de la participation démocratique à travers le travail des jeunes.

#### **ECOS – Coopérative d'Education, de Coopération et de Développement Les jeunes prennent la parole : une formation sur les moyens d'accroître la participation des jeunes dans la prise de décision (Portugal)**

*Sofia MARTINS, membre du bureau national du planning familial portugais chargée des questions de jeunesse. Chef de projet et membre du bureau de l'association ECOS.*

Ce projet a permis à des jeunes de se former pour développer des projets de participation au niveau local. La formation s'appuyait sur l'acquisition de savoirs théoriques, mais avait pour but la création de projets concrets, adaptés à la réalité locale respective des jeunes participants. Au final, 23 projets ont été mis en place. Ils consistaient, soit en la restructuration d'initiatives déjà existantes, soit en de nouvelles approches, toutes destinées à accroître la participation des jeunes dans le processus de prise de décision au niveau des autorités locales.

#### **Funky Dragon (Draig Ffynci) - Your Assembly – Your Say, Your Way – Consultation**

*Joyce WATSON, Membre de l'Assemblée nationale du Pays de Galles, et Tricia Jones, Présidente des « Funky Dragon »*

Funky Dragon (le Dragon cool) est l'Assemblée des enfants et des jeunes du Pays de Galles. Il a été créé par des jeunes du Pays de Galles et le gouvernement de l'Assemblée galloise afin d'aider les moins de 25 ans à faire respecter leurs droits en vertu de l'article 12 de la Convention relative aux droits

des enfants. C'est un organisme dirigé par des pairs qui offre la possibilité aux jeunes de faire entendre leur voix sur les questions qui les touchent. Il travaille en étroite collaboration avec le gouvernement de l'Assemblée galloise et des forums de jeunes, ce qui lui permet d'influencer la prise de décisions à différents niveaux politiques.

En 2013, l'Assemblée galloise a mené une consultation invitant les 11-18 ans à suggérer de quelle façon l'Assemblée pourrait davantage les associer à ses travaux. Le gouvernement gallois a voyagé à travers le Pays de Galles et s'est exprimé devant les jeunes, dans leurs communautés. Leurs points de vue ont été rassemblés sur Facebook et Twitter. Un nouveau site Web ([www.yourassembly.org](http://www.yourassembly.org)) et une adresse Twitter (@YourAssembly and using #YourAssembly) ont été lancées pour les encourager à manifester leur opinion sur leurs préoccupations et la façon dont ils souhaitent être associées aux décisions de l'Assemblée

La recherche montre qu'il n'existe pas de crise de la participation démocratique parmi les jeunes. Ils votent peut-être moins que les anciennes générations, mais ils prennent part plus souvent à des formes alternatives de participation politique, comme des manifestations, la signature de pétitions, des occupations symboliques, etc. Ils participent également via les médias sociaux, les organisations de la société civile et le volontariat.

Les différents mécanismes qui permettent de relayer la voix des jeunes ont tous leurs forces et leurs faiblesses, et toutes ces approches peuvent être louées ou critiquées. L'important est de réfléchir à la façon dont les collectivités locales et régionales peuvent utiliser ces nouvelles formes de participation pour faire en sorte que la voix des jeunes soit prise en compte dans les politiques.

## Discussion

15.45 - 16.00

*Pause-café*

16.00 - 17.00

**La participation des jeunes à l'ère du numérique : les outils virtuels sont-ils suffisamment efficaces pour influencer sur la prise de décision ?**

***Tomi KIILAKOSKI, Réseau finlandais de recherches sur la jeunesse***

La Société finlandaise de recherche sur la jeunesse est un organisme à but non lucratif fondé en 1988, ayant pour but de promouvoir la recherche multidisciplinaire sur la jeunesse en Finlande. L'objectif de la Société est de développer la recherche sur la jeunesse et de fournir des informations et de l'expertise sur les questions relatives aux jeunes.

***Daniel POLI, Chef de Service, IJAB – Service International de la Jeunesse de la République fédérale d'Allemagne***

Ypart.eu est un portail interactif où les jeunes peuvent, de manière autonome, initier des projets et ainsi apporter des solutions au niveau local. Par exemple, les jeunes peuvent suggérer des projets qui, à leur avis, améliorent leurs quartiers tels que la construction d'un skate parc ou d'une piscine. Ypart.eu est un système basé sur les souhaits des jeunes, à l'initiative des jeunes, et non un système que les jeunes utilisent pour signaler les déficits ou pour se plaindre des lacunes existantes. A moyen terme, il est prévu d'offrir le système Ypart.eu dans plusieurs langues.

En 2006, le Congrès a reconnu que les technologies de l'information et de la communication peuvent être des outils très performants pour intéresser les jeunes à la vie publique et qu'elles « offrent des possibilités multiples de nouvelles formes de consultation et de participation des jeunes ».<sup>4</sup>

<sup>4</sup> Résolution 207 (2006) sur la jeunesse et les technologies de l'information : une nouvelle chance pour la démocratie locale.

De nombreux jeunes utilisent internet et les réseaux sociaux pour se faire entendre. Mais quelle est l'efficacité de ces médias s'agissant d'apporter des changements dans la société au niveau local et régional ? Comment les collectivités locales et régionales peuvent-elles utiliser ces outils ? Comment peuvent-elles garantir que ces nouveaux outils, comme les médias sociaux, soient accessibles à tous les groupes de jeunes ?

### **Discussion**

17.00 – 17.30

### **Séance de clôture**

Synthèse par **Ilaria PITTI**, experte du Congrès sur la participation des jeunes